

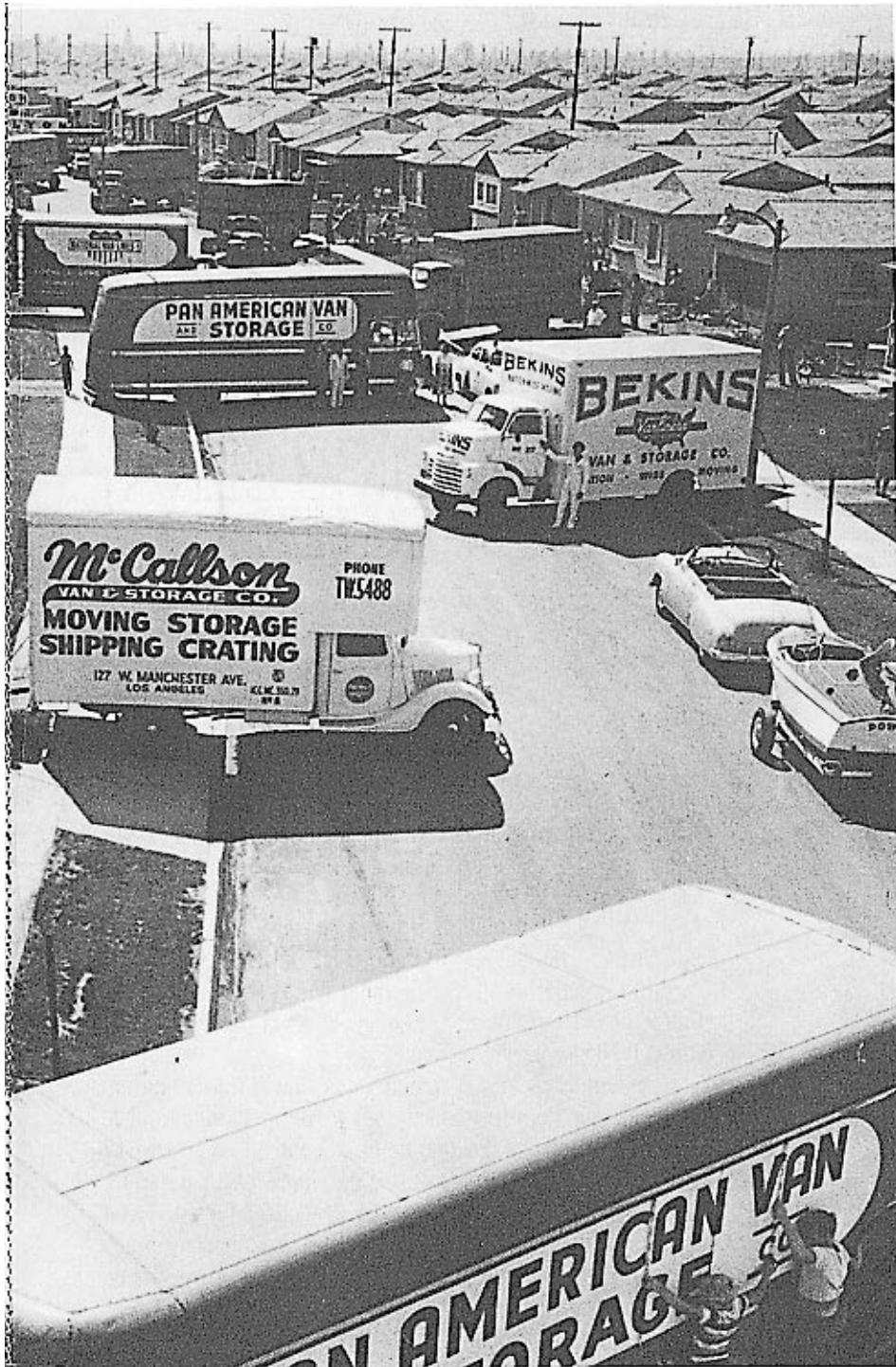
ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS
CHAPITRE ONZE

XI

L'AMERIQUE DE
L'APRES-GUERRE



Emménagement dans une banlieue nouvelle, 1953.



«NOUS DEVONS
CONSTRUIRE UN
NOUVEAU MONDE,
UN MONDE BIEN
MEILLEUR – OU LA
DIGNITE ETERNELLE
DE L'HOMME SERA
RESPECTEE.»

Président Harry S Truman, 1945

**CONSENSUS
ET
CHANGEMENT**

Les Etats-Unis ont dominé les affaires internationales au cours des années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Victorieuse de cette immense conflagration, la nation, épargnée par les ravages de la guerre, était confiante dans sa mission sur son territoire et à l'étranger. Les dirigeants américains souhaitaient maintenir les institutions démocratiques qu'ils avaient défendues à tout prix et partager les bénéfices de la prospérité aussi largement que possible. Pour eux comme pour Henry Luce, éditeur de la revue *Time*, ce siècle était celui de l'Amérique.

Pendant vingt ans, la plupart des Américains restèrent persuadés que cette confiance était justifiée. Ils admirèrent le besoin d'adopter une position de force contre l'Union soviétique durant la guerre froide qui se déroula à partir de 1945. Ils approuvèrent l'élargissement des responsabilités de l'Etat et adhérèrent aux principes de l'Etat-providence formulés pour la première fois au cours du *New Deal*. La prospérité de l'après-guerre leur apporta une opulence sans précédent.

Mais, progressivement, certains commencèrent à mettre

en cause les opinions dominantes sur leur mode de vie. Des attaques lancées contre ces idées sur différents fronts ébranlèrent le consensus. Au cours des années 1950, les Afro-Américains, rejoints par d'autres minorités et par les femmes, revendiquèrent une plus grande part du rêve américain. Pendant la décennie suivante, des étudiants engagés se mirent à contester le rôle de leur pays à l'étranger, particulièrement dans la guerre destructrice contre le Vietnam ; simultanément, la contre-culture de la jeunesse remettait en cause les valeurs nationales. Certains Américains des milieux les plus divers cherchaient à établir un nouvel équilibre.

**LES
OBJECTIFS
DE LA
GUERRE
FROIDE**

Issue de désaccords tenaces entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, la guerre froide fut la question politique la plus importante de l'après-guerre. En 1918, les troupes américaines avaient participé à une intervention alliée en Russie, aux côtés des forces antibolcheviques. Le régime communiste ne fut officiellement reconnu qu'en 1933. Même alors, la méfiance persista. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, néanmoins, les deux pays se retrouvèrent alliés et firent litte de leurs différends pour s'opposer à la menace nazie.

Les antagonismes ressurgirent à la fin de la guerre. Les Etats-Unis voulaient partager avec les autres pays leur conception de la liberté, de l'égalité et de la démocratie. Alors que le reste du monde était en proie aux bouleversements, à la guerre civile et à la dissolution des empires, la nation américaine se voulait un facteur de stabilité qui rendrait possible une reconstruction pacifique. Incapables d'oublier le spectre de la Grande Crise (1929-1940), les Etats-Unis proposaient au monde leurs convictions sur la liberté des échanges et cherchaient à éliminer les barrières commerciales non seulement pour écouler leurs excédents agricoles et industriels, mais aussi pour permettre aux pays de l'Europe occidentale d'exporter leurs produits afin de favoriser leur croissance économique. L'abaissement des barrières douanières, affirmait-on, alimenterait la croissance à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, et renforcerait la stabilité dans les pays amis.

De son côté, l'Union soviétique avait sa stratégie. La tradition historique de la Russie, qui la poussait à établir un gouvernement centralisé et autocratique, contrastait vivement avec les principes démocratiques en vigueur aux États-Unis. L'idéologie marxiste-léniniste, mise en veilleuse pendant la guerre, guidait encore la politique soviétique. Dévastée par un conflit où elle compta vingt millions de morts, l'URSS ne pensait qu'à rebâtir et à se protéger contre le retour d'une telle conflagration. Elle craignait en particulier une nouvelle invasion venue de l'Ouest. Après avoir repoussé les assauts de Hitler, les Soviétiques étaient résolus à se prémunir contre toute autre attaque. Ils exigèrent des frontières «défendables» et des régimes favorables à leurs propres objectifs en Europe de l'Est. Mais les États-Unis avaient promis d'assurer l'indépendance et l'autodétermination de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et des autres pays d'Europe centrale et orientale – et cela figurait au nombre de leurs objectifs de guerre.

**LA
PRESIDENCE
DE HARRY
TRUMAN**

Harry Truman succéda à Franklin D. Roosevelt à la présidence avant la fin de la guerre. Cet homme sans prétentions, ancien sénateur démocrate du Missouri puis vice-président, se sentait, au départ, mal préparé à gouverner les États-Unis. Il possédait peu d'expérience en matière de politique internationale, et Roosevelt ne l'avait pas tenu au courant des affaires complexes de l'après-guerre. «Je n'ai pas les épaules assez larges pour ce poste», avait-il confié à un ancien collègue.

Mais Harry Truman se montra rapidement à la hauteur des circonstances. Avec une impulsivité naturelle, il se révéla capable de prendre des décisions rapides face aux difficultés. La devise qu'il avait placée sur son bureau de la Maison-Blanche, devenue célèbre dans les annales de la politique américaine – *The Buck Stops Here* (la responsabilité commence ici) – indiquait qu'il était prêt à assumer l'entière responsabilité de ses actes. Ses conceptions sur la politique vis-à-vis de l'Union soviétique eurent des conséquences importantes au début de la guerre froide.

**LES ORIGINES
DE LA
GUERRE
FROIDE**

La guerre froide prit naissance avec les différends qui s'affirmèrent dès l'après-guerre, suscitant un climat de méfiance et de suspicion entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Le premier de ces conflits concernait la Pologne. Moscou exigeait un gouvernement soumis à son influence politique ; Washington souhaitait l'instauration d'un régime représentatif, sur le modèle occidental, qui assurerait une plus grande indépendance au pays. La conférence de Yalta, en février 1945, s'était conclue sur un accord très général, ouvert à diverses interprétations. Parmi ses dispositions figurait la promesse de convoquer des élections libres en Pologne.

Lors de sa première rencontre avec Viatcheslav Molotov, ministre soviétique des Affaires étrangères, le président Truman affirma qu'il était résolu à défendre le principe de l'autodétermination des Polonais et fit un sermon au diplomate soviétique sur le respect des accords de Yalta. Quand Molotov protesta : «On ne m'a jamais parlé comme ça de ma vie», Truman répliqua : «Appliquez les accords que vous avez signés et on ne vous parlera plus comme ça.» Les relations ne cessèrent de se détériorer à partir de là.

Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, les forces armées soviétiques occupaient toute l'Europe centrale et orientale. Moscou utilisa sa puissance militaire pour soutenir les efforts des partis communistes nationaux en Europe de l'Est et brimer les formations démocratiques. Les communistes dévoués à Moscou accrurent rapidement leur puissance et leur influence dans toute la région ; cette évolution connut son apogée lors du «coup de Prague» de 1948 qui imposa un régime communiste à la Tchécoslovaquie.

Maintes déclarations publiques jalonnèrent le début de la guerre froide. En 1946, Staline affirma que la paix internationale était impossible «compte tenu du développement capitaliste de l'économie mondiale». Winston Churchill, Premier ministre de la Grande-Bretagne pendant la guerre, prononça un discours mémorable à Fulton, dans le Missouri, en présence de Harry Truman. «De Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique, déclara Churchill, un rideau de fer s'est abaissé sur le continent, désormais coupé en deux.» Les peuples anglophones, déclara-t-il, devaient travailler ensemble pour s'opposer à la menace soviétique.

L'ENDIGUEMENT

La politique américaine, dans les années de l'après-guerre, consista à contenir l'Union soviétique. George Kennan, l'un des principaux représentants des Etats-Unis à l'ambassade américaine de Moscou, définit cette politique dans un long télégramme qu'il adressa au département d'Etat en 1946. Il développa son analyse lors de son retour aux Etats-Unis dans un article publié sous la signature «X» par la prestigieuse revue *Foreign Affairs*. Evoquant le sentiment traditionnel d'insécurité des Russes, le diplomate alléguait que l'Union soviétique n'assouplirait sa position dans aucune circonstance. Moscou, écrivait-il, «croyait avec fanatisme qu'il ne pouvait y avoir de *modus vivendi* avec les Etats-Unis et qu'il était souhaitable et nécessaire de bouleverser l'harmonie interne de notre société [américaine]». George Kennan ajoutait qu'il fallait mettre un terme aux pressions exercées par Moscou «en endiguant avec fermeté et vigilance les tendances expansionnistes russes...»

La première application importante de la politique de l'endiguement (*containment*) se produisit en Méditerranée orientale. Après la guerre, la Grande-Bretagne avait accordé son soutien à la Grèce, livrée à une guerre civile opposant les forces communistes au gouvernement monarchiste. Elle avait aussi apporté son appui à la Turquie, où l'Union soviétique exerçait de fortes pressions pour obtenir des concessions territoriales et le droit d'établir des bases navales sur le Bosphore. En 1947, l'Angleterre fit savoir aux Etats-Unis qu'elle ne pouvait poursuivre cette aide. Rapidement, le département d'Etat mit sur pied un plan d'assistance.

Truman déclara alors devant le Congrès : «Je crois que les Etats-Unis doivent apporter une aide aux peuples libres qui résistent aux tentatives d'asservissement, qu'elles soient le fait de minorités armées ou de pressions extérieures.» Le Congrès appuya cette politique, qui porta par la suite le nom de «doctrine Truman», et vota une autorisation de crédits de 400 millions de dollars pour l'aide économique et militaire destinée à la Grèce et à la Turquie.

Pourtant, Harry Truman et la société américaine durent payer un prix pour cette victoire. Pour s'assurer l'adhésion du peuple américain à la politique de l'endiguement, le Président avait surestimé la menace communiste. En retour, ses

déclarations déclenchèrent une vague d'anticommunisme hystérique annonçant le maccarthysme.

L'endigement exigeait également que les Etats-Unis fournissent une aide économique considérable à l'Europe de l'Ouest dévastée par la guerre. La plupart des pays de cette partie du monde étant économiquement et politiquement instables, les Etats-Unis craignaient de voir les partis communistes locaux, dirigés par Moscou, se prévaloir de leur résistance envers les nazis pour arriver au pouvoir. Il fallait faire quelque chose, comme le souligna le secrétaire d'Etat George Marshall, car «le patient agonise pendant que les médecins délibèrent». Marshall avait été chef d'état-major des forces armées américaines et la victoire militaire américaine au cours de la Seconde Guerre mondiale lui fut attribuée. Vers le milieu de l'année 1947, il demanda aux pays européens en difficulté de mettre au point un programme «qui ne serait pas conçu contre un pays ou une doctrine quelconque mais contre la faim, la pauvreté, le désespoir et le chaos». Les Soviétiques participèrent à la première conférence préparatoire, puis se retirèrent pour ne pas avoir à fournir de données économiques sur leurs ressources et leurs déboires ni à soumettre aux vérifications de l'Occident la dotation des fonds de l'aide. Les seize autres nations présentes formulèrent des demandes qui se montèrent à dix-sept milliards de dollars échelonnés sur une période de quatre ans. Au début de 1948, le Congrès décida de contribuer au redressement économique de l'Europe et adopta le «plan Marshall», considéré comme l'une des initiatives de politique étrangère les plus réussies de toute l'histoire des Etats-Unis.

L'Allemagne de l'après-guerre fut divisée en quatre zones d'occupation, américaine, soviétique, britannique et française ; Berlin, l'ancienne capitale allemande, également divisée en quatre secteurs, était presque au cœur de la zone soviétique. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France avaient envisagé d'unifier leurs zones en une seule république autonome, mais l'Union soviétique s'opposa à tout projet de réunification allemande et la conférence ministérielle des quatre puissances convoquée pour discuter du sort de Berlin se solda par un échec. Lorsque les Occidentaux décidèrent de créer un Etat fédéral dans leurs zones, Staline riposta. Le

23 juin 1948, les forces soviétiques entreprirent le blocus de la ville vers l'Ouest.

Les dirigeants américains craignaient que la perte de Berlin ne prélude à celle de l'Allemagne, voire de l'Europe tout entière. Déterminées à agir, les armées de l'air alliées mirent en place un pont aérien pour ravitailler la ville. Les appareils américains, français et britanniques transportèrent près de 2 250 000 tonnes de marchandises, y compris des vivres et du charbon. Staline leva le blocus au bout de 231 jours alors que 277 264 vols avaient été effectués.

Mais l'influence soviétique en Europe de l'Est était devenue un sujet d'alarme permanent pour l'Occident. Les États-Unis prirent l'initiative de créer une alliance militaire, destinée à accompagner les efforts économiques déployés en vue de l'endiguement du communisme. En 1949, les États-Unis et onze autres nations fondèrent l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), alliance reposant sur le principe de la sécurité collective. Toute attaque contre l'un des membres serait considérée comme une attaque contre tous et déclencherait une riposte militaire.

L'année suivante, Washington précisa ses objectifs en matière de défense. Le Conseil national de sécurité rédigea un document qui donna une nouvelle orientation à la politique de sécurité des États-Unis. Avançant l'hypothèse que «l'Union soviétique était engagée dans un effort fanatique pour s'emparer du pouvoir dans tous les pays, partout où cela était possible», le document invitait les États-Unis à se porter au secours des nations alliées, dans toute partie du monde où l'une d'elles serait menacée par les Soviétiques. Washington accrut alors son budget militaire de manière considérable afin de parer aux agressions soviétiques contre l'Europe et contre la présence américaine, britannique et française à Berlin-Ouest.

Tout en cherchant à empêcher l'idéologie communiste de recruter de nouveaux sympathisants en Europe, les États-Unis durent faire face à d'autres menaces ailleurs dans le monde. En Chine, les Américains étaient préoccupés par

l'avancée de Mao Zedong et de son parti communiste. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement nationaliste de Tchang Kai-chek et les forces communistes avaient poursuivi leur guerre civile alors même qu'ils luttèrent ensemble contre les Japonais. Tchang Kai-chek avait été l'allié des Etats-Unis pendant la guerre, mais le soutien américain ne pouvait parvenir à sauver un gouvernement désespérément inefficace et corrompu. Lorsque Mao s'empara du pouvoir en 1949 et déclara que le nouveau régime soutiendrait l'Union soviétique contre «l'impérialisme» américain, le déferlement du communisme sembla inéluctable, du moins sur le continent asiatique.

Puis ce fut la guerre de Corée, qui provoqua un conflit armé entre les Etats-Unis et la Chine. Les Alliés avaient divisé la Corée le long du 38^e parallèle, après l'avoir libérée du Japon à la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Union soviétique avait reçu la reddition des forces japonaises au nord du parallèle et les Etats-Unis au sud. Cette démarcation, décidée pour des raisons militaires pratiques, devint presque infranchissable à mesure que s'aggravaient les tensions de la guerre froide. Chacune des deux grandes puissances établit un gouvernement dans sa zone d'occupation et prolongea son soutien après avoir évacué le pays.

En juin 1950, les troupes nord-coréennes franchirent le 38^e parallèle et envahirent Séoul. Le président Truman, considérant que la Corée du Nord était un pion des Soviétiques sur l'échiquier mondial, ordonna au général Douglas MacArthur de débarquer en Corée. Simultanément, les Etats-Unis obtenaient l'adoption d'une résolution des Nations unies désignant la Corée du Nord comme l'agresseur.

La guerre se déroula en dents de scie. Les forces coréennes et américaines furent d'abord repoussées vers le sud, dans une enclave autour de Pusan. Un débarquement à Inchon, le port de Séoul, refoula les Nord-Coréens. Les combats se rapprochant de la frontière chinoise, la Chine entra en guerre. Les forces des Nations unies, essentiellement américaines, se replièrent une nouvelle fois après de sanglants combats, puis menèrent une contre-offensive et repoussèrent l'envahisseur au-delà du 38^e parallèle.

Le général MacArthur, enfreignant le principe de la

suprématie du pouvoir civil sur les militaires, se fit l'avocat d'une offensive contre la Chine et d'une aide aux forces nationalistes chinoises. Le président Truman l'accusa d'insubordination. Relevé de son commandement, il fut remplacé par le général Matthew Ridgeway. Les enjeux de la guerre froide paraissaient très élevés mais l'effort du gouvernement, soucieux de ne pas élargir le conflit, entraîna un sentiment de frustration chez nombre d'Américains qui ne comprenaient pas la raison de cette retenue. Les sondages révélèrent une forte baisse de popularité du Président.

Les pourparlers d'armistice commencèrent en juillet 1951 et les deux camps finirent par conclure un accord en juillet 1953, au cours du premier mandat de Dwight Eisenhower, qui succéda à Harry Truman à la Maison-Blanche.

Les affrontements de la guerre froide s'étendaient également au Moyen-Orient. Cette région, d'une grande importance stratégique en raison de ses réserves de pétrole, montra sa vulnérabilité en 1946, quand les troupes soviétiques refusèrent de quitter l'Iran comme prévu, même après le retrait des forces américaines et anglaises. Les États-Unis demandèrent alors à l'ONU de condamner l'occupation soviétique. La présence de chars soviétiques ayant été observée dans la région, Washington se prépara à un affrontement direct. Devant la détermination des Américains, les Soviétiques retirèrent leurs troupes.

En 1948, les États-Unis reconnaissaient le nouvel État d'Israël. Cette décision fut prise par Harry Truman malgré la vive opposition de George Marshall et du département d'État. Tout en gardant des relations étroites avec Israël, les États-Unis s'efforcèrent de conserver des rapports amicaux avec les États arabes opposés à la création de l'État hébreu.

Dwight D. Eisenhower, entré à la Maison-Blanche en 1953, était très différent de son prédécesseur. Ce héros de la Seconde Guerre mondiale avait des manières naturelles et familières qui contribuèrent à sa popularité. Après la guerre, il avait été nommé chef d'état-major de l'armée de terre, président de l'université Columbia et enfin chef des forces

de l'OTAN avant d'obtenir l'investiture du parti républicain comme candidat à la présidence. Malgré ses talents de rassembleur, il chercha à limiter son rôle dans la vie publique.

Eisenhower partageait cependant les conceptions de Truman en matière de politique étrangère. Il considérait lui aussi le communisme comme une force monolithique luttant pour l'hégémonie mondiale, et il était convaincu que Moscou orchestrait une révolution planétaire.

Estimant que la politique d'endiguement n'allait pas assez loin pour mettre un terme à l'expansion soviétique, le président Eisenhower et son secrétaire d'Etat John Foster Dulles se déclarèrent en faveur d'une politique de libération plus agressive afin d'affranchir les peuples du joug du communisme. En dépit de cette rhétorique, quand des éléments démocratiques se soulevèrent contre la domination soviétique – comme en Hongrie en 1956 – les Etats-Unis se tinrent en retrait pendant que l'URSS écrasait les insurrections.

Résolu néanmoins à endiguer le communisme, Eisenhower donna une importance accrue au développement d'un bouclier nucléaire. Le projet Manhattan, pendant la Seconde Guerre mondiale, avait permis de fabriquer les premières bombes atomiques. En 1950, Truman avait autorisé la mise au point d'une arme nouvelle et encore plus puissante : la bombe à hydrogène. Soucieux de limiter les dépenses budgétaires, Eisenhower proposa une politique de «représailles massives» : les Etats-Unis seraient prêts à utiliser les armes atomiques si la nation ou ses intérêts vitaux étaient menacés.

Dans la pratique, le président Eisenhower fit cependant montre de grande prudence et rejeta toute suggestion concernant l'emploi d'armes nucléaires en Indochine, d'où les Français furent chassés par les forces communistes vietnamiennes en 1954, ou à Taïwan où les Etats-Unis avaient promis de défendre le régime nationaliste chinois contre toute attaque de la République populaire de Chine.

Au Moyen-Orient, Eisenhower s'opposa à l'usage de la force quand, en 1956, après la nationalisation du canal de Suez par l'Egypte, les armées britanniques et françaises occupèrent le canal, tandis qu'Israël envahissait le Sinaï. Les Etats-Unis firent pression pour que les trois parties évacuent l'Egypte qui garda le contrôle du canal.

**LA GUERRE
FROIDE
SUR LE
TERRITOIRE
NATIONAL**

Si elle façonna la politique étrangère des États-Unis, la guerre froide eut également de graves effets sur la politique intérieure. Les Américains craignaient depuis longtemps la subversion d'extrémistes de gauche ; pendant la période de la «terreur rouge», vers 1920, le gouvernement avait tenté d'éliminer ce qu'il considérait comme une menace envers la société américaine. Les efforts déployés pour éradiquer toute trace du communisme aux États-Unis redoublèrent après la Seconde Guerre mondiale.

Les événements internationaux et certains scandales causés par des actes d'espionnage contribuèrent à l'hystérie anticommuniste de l'époque. En 1949, l'URSS ayant fait exploser sa propre bombe atomique, les Américains étaient prêts à croire qu'ils allaient être la cible d'une attaque soviétique. En 1948, Alger Hiss, ancien adjoint du secrétaire d'État et conseiller de Roosevelt à Yalta, fut accusé d'espionnage par Whitaker Chambers, un ancien agent soviétique. Il nia mais fut condamné en 1950 pour parjure. La même année, le gouvernement découvrit un réseau d'espionnage anglo-américain qui avait transmis à l'URSS des documents sur la fabrication de la bombe atomique. L'arrestation et le procès d'Ethel et de Julius Rosenberg, accusés d'avoir révélé des secrets atomiques, renforcèrent le sentiment d'un danger communiste à l'intérieur du pays. Le ministre de la Justice, J. Howard McGrath, déclara qu'il y avait aux États-Unis un grand nombre de communistes américains, chacun étant porteur «d'un germe de mort pour la société».

Déjà en 1946, quand les républicains remportèrent les élections législatives intermédiaires, semblant tout prêts à entamer des enquêtes sur les activités subversives dans le pays, la Maison-Blanche avait mis sur pied un programme destiné à tester le loyalisme des fonctionnaires fédéraux. Les employés, sommés de répondre de leurs activités passées et présentes, n'avaient guère la possibilité de se défendre.

Le Congrès se lança dans ses propres investigations. En 1947, la commission de lutte contre les activités antiaméricaines de la Chambre des représentants enquêta dans les milieux cinématographiques pour déterminer si des sentiments favorables au communisme transparaisaient dans les films populaires. Certains scénaristes refusant de témoigner

devant la commission furent condamnés pour refus de comparaître et emprisonnés. Hollywood capitula et refusa d'embaucher quiconque ayant eu des activités un tant soit peu douteuses.

Le militant anticommuniste le plus virulent fut Joseph R. McCarthy, sénateur républicain du Wisconsin. Il attira l'attention en 1950, en déclarant qu'il possédait une liste de 205 sympathisants communistes au sein du département d'Etat. McCarthy changea ce chiffre à plusieurs reprises et ne put jamais fournir de preuves à l'appui de ses accusations, mais il avait touché une corde sensible dans l'opinion.

Le maccarthysme gagna en puissance quand le parti républicain devint majoritaire au Sénat en 1952. Porté à la tête de la commission de lutte contre les activités antiaméricaines, McCarthy avait maintenant une tribune pour mener sa croisade. Utilisant largement la presse et la télévision, il alla jusqu'à accuser de trahison certains hauts fonctionnaires.

La moitié de l'opinion publique le soutenait, mais il dépassa la mesure en s'attaquant à l'armée des Etats-Unis parce que l'un de ses adjoints avait été appelé sous les drapeaux. La télévision retransmit les séances de la commission. Les Américains purent alors constater la brutalité des tactiques de McCarthy et le privèrent de leur soutien ; le Sénat finit par condamner son comportement.

Jusqu'alors, McCarthy avait exercé un pouvoir énorme aux Etats-Unis. Il avait jeté en pâture des boucs émissaires à ceux qu'inquiétaient l'impasse coréenne ou les avancées communistes, exacerbé les craintes qu'avait soulevées le gouvernement Truman lors de sa campagne anticommuniste et légitimé des procédés souvent utilisés contre des victimes innocentes. En d'autres termes, le maccarthysme avait représenté les pires excès de la politique intérieure américaine au cours de la guerre froide.

sans conteste la nation la plus riche du monde. Le produit national brut, mesure de la valeur globale des biens et services produits dans un pays, passa de 200 milliards de dollars environ en 1940 à 300 milliards dix ans plus tard, puis à plus de 500 milliards en 1960. La classe moyenne américaine s'était considérablement élargie.

Cette croissance était due à des facteurs divers. L'industrie automobile était l'un d'eux, la production annuelle ayant quadruplé entre 1946 et 1955. Le bâtiment, stimulé en partie par une politique de prêts au logement à des taux privilégiés pour les militaires démobilisés, avait contribué à alimenter l'expansion. L'augmentation des dépenses militaires, avec l'intensification de la guerre froide, joua aussi un rôle.

Après 1945, les grandes sociétés américaines se développèrent encore davantage. Plusieurs fusions avaient déjà eu lieu vers la fin du XIX^e siècle et pendant les années 1920 ; il y en eut d'autres au cours des années 1950. De nouveaux conglomérats – c'est-à-dire des entreprises ayant des avoirs dans plusieurs secteurs industriels – montrèrent l'exemple. International Telephone and Telegraph racheta les hôtels Sheraton ; la société alimentaire Continental Baking se porta notamment acquéreur de Hartford Fire Insurance et d'Avis Rent-a-Car. Plus modestes, les franchises comme la chaîne de restauration rapide McDonald's ajoutèrent une dimension nouvelle à la scène commerciale. Par ailleurs, les grandes sociétés commencèrent à s'implanter outre-mer où les salaires étaient souvent plus bas.

Les conditions de vie des travailleurs évoluèrent à mesure que se modifiait l'Amérique industrielle. Alors que le secteur de la production se mécanisait, celui des services exigeait une main-d'œuvre croissante. En 1956, la population active comptait déjà une majorité de « cols blancs », principalement dans les services administratifs, privés ou publics, l'enseignement ou le commerce. Certaines entreprises offraient un salaire annuel garanti et des contrats d'embauche à long terme. Tous ces changements affaiblirent le militantisme syndicaliste et certaines distinctions de classe commencèrent à s'estomper.

Quant au monde rural, il affrontait des temps difficiles. L'augmentation de la productivité entraînait le regroupement

des exploitations et l'agriculture devenait une industrie. La concurrence se fit rude pour les exploitations familiales et de nombreux cultivateurs durent abandonner la terre.

L'exode toucha aussi d'autres Américains. Au cours de l'après-guerre, l'Ouest et le Sud-Ouest continuèrent à se développer, tendance qui se poursuivit jusqu'à la fin du siècle. Les villes du Sud comme Houston, Miami, Albuquerque, Tucson et Phoenix s'étendaient rapidement ; leur croissance résultait dans une large mesure de la mise en place d'installations militaires dans la région. Los Angeles supplanta Philadelphie, en Pennsylvanie, au rang de troisième ville des Etats-Unis. En 1963, la Californie possédait plus d'habitants que l'Etat de New York.

Un mouvement de population plus important encore se produisit : les familles, agrandies par le baby-boom, se mirent à quitter les villes pour s'installer dans les nouvelles banlieues où elles espéraient trouver des logements abordables. Des promoteurs comme William J. Levitt bâtirent des villes nouvelles. Grâce aux techniques de production en série, les maisons de Levitt étaient préfabriquées, voire partiellement assemblées en usine, plutôt que construites sur place. Les pavillons étaient simples, mais ces techniques permirent de réduire considérablement les coûts et de nouveaux acquéreurs purent ainsi accéder à une partie du rêve américain.

A mesure que les banlieues se développaient, les commerces s'y installaient. De vastes centres commerciaux, qui regroupaient une grande diversité de magasins, modifièrent les habitudes des consommateurs. On en comptait huit vers la fin de la Seconde Guerre mondiale et 3 840 en 1960. Grâce aux vastes aires de stationnement et aux heures d'ouverture tardives, on pouvait s'y approvisionner sans avoir besoin de se rendre en ville.

Les nouvelles autoroutes permettaient d'accéder plus facilement aux banlieues et aux commerces. Avec le *Highway Act* de 1956, vingt-six milliards de dollars furent dégagés pour les travaux publics les plus vastes de toute l'histoire des Etats-Unis : il s'agissait de construire plus de 64 000 kilomètres de routes fédérales pour relier les différentes régions du pays.

La télévision exerça également des effets puissants sur

les habitudes sociales et économiques. Mise au point pendant les années 1930, elle ne fut largement commercialisée qu'après la guerre. En 1946, il y avait moins de 17 000 téléviseurs aux Etats-Unis. Trois années plus tard, il s'en vendait 250 000 par mois et en 1960 les trois quarts des foyers américains possédaient au moins un poste. Vers le milieu de la décennie, la famille américaine moyenne regardait la télévision pendant quatre ou cinq heures par jour. Les Américains de tous âges devinrent ainsi la cible de messages publicitaires de plus en plus raffinés pour des produits dont on vantait quotidiennement les vertus.

LE FAIR DEAL

Le *Fair Deal*, c'est ainsi que Harry Truman avait appelé son programme de politique intérieure. A la suite du *New Deal* de Roosevelt, Truman croyait qu'il appartenait au gouvernement fédéral de garantir le succès économique et la stabilité sociale, et il se battit pour atteindre ces objectifs, face à une opposition politique féroce et à des législateurs conservateurs décidés à réduire le rôle de l'Etat.

Au lendemain de la guerre, la principale priorité du président Truman fut d'assurer la transition vers une économie de paix. Les soldats démobilisés se virent confrontés à de nombreux problèmes de logement et d'emploi. Le projet de loi sur les anciens combattants, intitulé *G.I. Bill*, adopté à la fin de la guerre, facilita leur réinsertion dans la vie civile, en prévoyant des prêts pour l'acquisition d'un logement ainsi qu'une aide financière pour une formation professionnelle ou des études universitaires.

L'agitation sociale était plus inquiétante. Avec la fin du conflit et de l'effort de guerre, beaucoup de travailleurs se retrouvèrent sans emploi ; d'autres exigèrent les augmentations de salaire qu'ils avaient trop longtemps attendues à leur goût. En 1946, 4 600 000 travailleurs firent grève, une première dans l'histoire des Etats-Unis. Des conflits éclatèrent dans les industries automobile, sidérurgique et électrique. Quand les grèves s'étendirent aux chemins de fer et aux mines de charbon, Harry Truman intervint, s'aliénant ainsi des millions d'Américains parmi les classes laborieuses.

Tout en traitant les problèmes immédiats les plus pressants, Truman avait établi un vaste plan d'action. Dans les quelques jours qui suivirent la fin de la guerre, il présenta au Congrès un programme en vingt et un points qui prévoyait une protection contre les pratiques déloyales des employeurs, une augmentation du salaire minimum, des indemnités de chômage et une aide au logement. Au cours des mois suivants, de nouvelles propositions concernant l'assurance maladie et l'énergie atomique y furent ajoutées. Mais ces efforts, éparpillés, empêchèrent les priorités politiques du Président de se dégager clairement.

Les républicains furent prompts à l'attaque. Aux législatives de 1946, ils demandèrent à leurs électeurs : «Vous en avez assez ?» La réponse fut affirmative. Pour la première fois depuis 1928, les républicains obtinrent la majorité dans les deux chambres et ils résolurent de renverser les orientations progressistes des années rooseveltiennes.

Harry Truman se battit contre le pouvoir législatif qui souhaitait comprimer les dépenses et augmenter les impôts. Lorsqu'il sollicita sa réélection, en 1948, Truman obtint, contrairement aux sondages indiquant qu'il n'avait aucune chance de l'emporter, l'un des plus grands succès de toute l'histoire de la politique américaine en écrasant le candidat républicain, Thomas Dewey, gouverneur de l'Etat de New York. C'est en ressuscitant la vieille coalition du *New Deal* et en regroupant les travailleurs, les agriculteurs et les Noirs que Truman s'était fait élire pour un second mandat.

Quand le Président abandonna ses fonctions en 1953, force fut de constater que son *Fair Deal* avait remporté un succès mitigé. Certes, en juillet 1948, il avait interdit toute discrimination raciale en matière d'embauche au sein du gouvernement fédéral et mis un terme à la ségrégation dans les forces armées. Le salaire minimum avait été augmenté et la sécurité sociale élargie. En revanche, dans le secteur du logement, son programme était loin des objectifs proposés. Surtout, Truman n'avait pu faire adopter par le Congrès son régime national d'assurance maladie et ses mesures d'aide à l'enseignement. Les problèmes de la guerre froide avaient mobilisé toute son attention et gêné son action dans le domaine de la politique intérieure, face à une forte opposition.

**LE STYLE
EISENHOWER**

Dwight Eisenhower accepta le cadre des responsabilités gouvernementales établies par le *New Deal*, mais il chercha à limiter le rôle présidentiel. Il se disait d'un «conservatisme dynamique» ou d'un «républicanisme moderne», c'est-à-dire, expliquait-il, qu'il était «conservateur pour les questions d'argent et progressiste sur le plan humain». Selon l'un de ses détracteurs, Eisenhower semblait signifier ainsi «qu'il recommandait vivement la construction d'écoles ... mais sans fournir de crédits».

La grande priorité d'Eisenhower fut d'équilibrer le budget après des années de déficit. Il voulait réduire les dépenses, abaisser les impôts et maintenir la valeur du dollar. Les républicains, prêts à risquer le chômage pour maîtriser l'inflation, hésitèrent à stimuler l'économie et infligèrent au pays trois récessions en huit ans.

Par ailleurs, la responsabilité des forages de pétrole en mer, qui était l'apanage du gouvernement fédéral, passa aux Etats. Contrairement à la politique antérieure des démocrates, l'exploitation privée des sources d'énergie fut encouragée. Tout ce qu'entreprit le gouvernement Eisenhower fut favorable au secteur privé.

La tendance du Président à réduire son rôle dans les affaires publiques le conduisit souvent à des impasses en matière de législation. Pourtant, il ne ménagea aucun effort pour faire aboutir ses programmes. Il fut aussi l'un des rares présidents dont la popularité resta intacte pendant toute la durée de son mandat.

**LES ANNEES
1950**

Au cours des années 1950, la société américaine fut envahie par le conformisme. Les jeunes comme leurs aînés observaient les normes du groupe plutôt que de s'affirmer individuellement. Certes, les hommes et les femmes avaient été contraints d'accepter de nouvelles conditions d'emploi pendant la Seconde Guerre mondiale, mais une fois les hostilités finies ils reprirent leurs rôles traditionnels. Les hommes étaient censés être le soutien de famille ; les femmes, même quand elles travaillaient, pensaient que leur véritable place était au foyer. Dans un livre qui fit autorité, *La Foule*

solitaire, le sociologue David Riesman analysa l'importance que chacun accorde au jugement de ses pairs au sein de son groupe social. Cette société nouvelle, où chacun était «dirigé par autrui», assurait une certaine stabilité mais conduisait aussi au conformisme. La télévision avait contribué à homogénéiser toutes les tendances en fournissant aux jeunes et aux moins jeunes une expérience commune fondée sur des modèles sociaux admis.

Cependant, tous les Américains ne se contentèrent pas de ces normes culturelles. Un certain nombre d'écrivains, qui se réclamaient de la *Beat Generation*, se révoltèrent contre les valeurs traditionnelles ; au nom de la spontanéité et de la spiritualité, ils revendiquaient l'intuition plus que la raison, le mysticisme oriental plus que la religion institutionnalisée de l'Occident. Les beatniks ont remis en question les modèles de la respectabilité et ont choqué le monde culturel.

Leur œuvre littéraire montre un sentiment de liberté. Jack Kerouac avait dactylographié sur un rouleau de papier de soixante-quinze mètres de long son célèbre roman, *Sur la route*. Avec un souverain mépris pour la ponctuation et le découpage traditionnel du texte en paragraphes, l'écrivain y exaltait la vie libre. Le poète Allen Ginsberg se tailla une réputation similaire pour son poème «Howl», critique cinglante de la civilisation moderne et mécanisée. Quand la police le traîna devant les tribunaux pour propos obscènes et fit saisir les exemplaires publiés, Ginsberg gagna son procès et fut salué par toute la nation.

Les musiciens et les artistes se révoltèrent eux aussi. Un chanteur du Tennessee, Elvis Presley, popularisa la musique des Noirs par le biais du rock and roll et choqua les Américains plus guindés avec sa coiffure et ses déhanchements. Par ailleurs, il montra, avec d'autres chanteurs de rock, qu'il y avait un public blanc pour la musique noire, portant ainsi témoignage d'une assimilation culturelle croissante. Des peintres comme Jackson Pollock, faisant fi du chevalet, peignaient à même le sol de gigantesques toiles qu'ils éclaboussaient de couleur, de sable et d'autres matériaux. Tous ces artistes et écrivains, quel que fût leur moyen d'expression, fournirent des modèles à la révolution sociale plus profonde et plus vaste des années 1960.

**LES ORIGINES
DU
MOUVEMENT
POUR LES
DROITS
CIVIQUES**

Au cours des années de l'après-guerre, l'agitation grandit parmi les Afro-Américains. Pendant le conflit, ils avaient contesté la discrimination dans les forces armées et dans le monde du travail, ce qui leur avait valu des progrès limités. Des millions de Noirs avaient abandonné leurs champs dans le Sud pour se diriger vers les villes du Nord où ils espéraient obtenir de meilleurs emplois. Ils y avaient trouvé au contraire des taudis surpeuplés. A leur retour, les anciens combattants étaient résolus à ne plus rester des citoyens de second ordre et d'autres Noirs affirmaient qu'il était temps d'établir l'égalité raciale.

Le sportif Jackie Robinson posa spectaculairement la question raciale en 1947. Brisant les préjugés, il commença à jouer dans les grandes équipes nationales de base-ball. Avec le club des Brooklyn Dodgers, il fut souvent en butte aux persécutions de ses adversaires, parfois même de ses coéquipiers. Mais, après les prestations remarquables de sa première saison, il fut accepté définitivement et ouvrit la voie à d'autres joueurs noirs qui abandonnèrent désormais les clubs «noirs» où ils avaient été confinés.

Les membres du gouvernement, comme de nombreux Américains, découvraient le rapport entre les problèmes raciaux et la politique de la guerre froide. Placés à la tête du monde libre, les Etats-Unis cherchaient des partisans en Afrique et en Asie. La discrimination sur leur propre territoire les empêchait de se faire aisément des amis dans d'autres parties du monde.

Harry Truman avait soutenu le mouvement en faveur des droits civiques. Il croyait à l'égalité politique, mais pas à l'égalité sociale, et il reconnaissait l'importance croissante du vote des Noirs dans les villes. Quand il fut informé en 1946 de lynchages et d'autres formes de violences collectives dans le Sud, il désigna une commission des droits civiques chargée d'enquêter sur les discriminations fondées sur la race ou la religion. Dans le rapport qu'elle publia l'année suivante, la commission établit que les Noirs étaient encore traités comme des citoyens de seconde zone dans la société américaine et affirma que le gouvernement fédéral devait faire respecter les droits garantis à tous les citoyens.

Truman fit alors parvenir au Congrès un programme lé-

gislatif en dix points sur les droits civiques. Les démocrates sudistes, furieux de voir que le Président prenait position en faveur des Noirs et de leurs droits, abandonnèrent le parti en 1948. Néanmoins, Truman signa un décret interdisant toute discrimination dans la fonction publique fédérale, ordonna l'égalité de traitement dans les forces armées et désigna une commission chargée d'abolir la ségrégation chez les militaires. Les dernières restrictions, à cet égard, furent levées pendant la guerre de Corée.

Les Noirs, dans le Sud, ne bénéficiaient guère de droits civiques ni politiques. Plus de un million de soldats noirs avaient combattu pendant la Seconde Guerre mondiale, mais ceux qui rentrèrent dans le Sud ne furent pas autorisés à voter. Ceux qui tentaient de s'inscrire sur les listes électorales s'exposaient à des représailles physiques, à la perte de leur emploi, à un refus de crédit ou à l'éviction de leur terre. Il y avait encore des lynchages. En outre, les lois «Jim Crow» permirent de maintenir la ségrégation raciale dans les transports publics, les trains, les hôtels, les restaurants, les hôpitaux, les centres de loisirs et les lieux de travail.

LA DESEGREGATION

Les Noirs prirent alors leur propre destinée en main. L'Association for the Advancement of Colored People (NAACP) était déterminée à renverser la jurisprudence établie lors du procès *Plessy c. Ferguson* en 1896. Par cet arrêt, la Cour suprême avait déclaré que la ségrégation dans les écoles n'avait rien d'anticonstitutionnel si les établissements scolaires étaient «séparés mais égaux». Cette formule, utilisée depuis plusieurs décennies, maintenait une ségrégation rigide dans le Sud, où les établissements étaient rarement égaux.

Les Noirs atteignirent leur objectif en 1954, année où la Cour suprême que présidait un magistrat nommé par Eisenhower, Earl Warren, rendit l'arrêt *Brown c. Board of Education*. La Cour déclara à l'unanimité que «des établissements séparés sont par nature inégaux» et décréta que le principe «séparés mais égaux» ne pourrait plus s'appliquer aux écoles publiques. Un an plus tard, elle exigeait que les conseils scolaires locaux appliquent la décision «avec diligence».

Bien que comprenant les difficultés du Sud pour s'adapter à cette évolution radicale, Eisenhower agit rapidement pour faire respecter la loi. Il ordonna la déségrégation des écoles de Washington pour donner l'exemple au reste du pays et s'efforça de mettre également un terme à la discrimination dans bien d'autres domaines.

Il lui fallut faire face à une crise majeure à Little Rock, dans l'Arkansas, en 1957. Juste avant la mise en œuvre d'un plan de déségrégation prévoyant l'admission de neuf élèves noirs dans le lycée de la ville jusqu'alors réservé aux jeunes blancs, le gouverneur, prétextant une menace à l'ordre public, disposa des membres de la garde nationale de l'Arkansas autour de l'établissement afin d'empêcher les élèves noirs d'y accéder. Un tribunal fédéral ordonna aux troupes de se retirer et les élèves noirs se rendirent au lycée, mais ils furent reçus par des foules hostiles et provocantes qui les contraignirent à faire marche arrière.

Eisenhower fit alors placer la garde nationale sous l'autorité fédérale en la rappelant à Little Rock. Il n'adopta pas une telle politique sans réticence, car aucune troupe fédérale n'avait été utilisée pour protéger les droits des Noirs depuis la fin de la reconstruction. Mais il savait qu'il n'avait pas le choix. Aussi la déségrégation commença-t-elle sous la protection des soldats en faction dans les salles de classe, pour assurer le respect des lois.

Une autre date importante marqua le mouvement en faveur des droits civiques, le jour où Rosa Parks, couturière noire de quarante-deux ans et secrétaire de la section locale de la NAACP, prit place dans un autobus à l'avant, dans la partie réservée par la loi et par la coutume aux Blancs. Cela se passait en 1955, à Montgomery, dans l'Alabama. Elle refusa d'obéir lorsqu'on lui ordonna de s'asseoir à l'arrière. La police l'arrêta pour avoir enfreint les lois sur la ségrégation. Les dirigeants noirs, qui attendaient une occasion de ce genre, organisèrent le boycott des transports publics. Martin Luther King, jeune pasteur de l'église baptiste où se rencontraient les Noirs, se fit le porte-parole des protestataires. «Il vient un moment, dit-il, où les peuples sont las de vivre sous la botte impitoyable de l'oppression.» Martin Luther King fut arrêté, comme il allait encore l'être de multiples fois, mais

les Noirs de Montgomery appliquèrent le boycott et firent perdre à la compagnie des autobus 65 % de son chiffre d'affaires. Environ un an plus tard, la Cour suprême décréta que la ségrégation dans les autobus était aussi anticonstitutionnelle que la ségrégation scolaire. Le boycott prit fin. Le mouvement en faveur des droits civiques avait remporté des victoires importantes et découvert son chef le plus éloquent, le plus réfléchi et le plus puissant en la personne de Martin Luther King.

Les Afro-Américains cherchèrent aussi à obtenir le droit de vote. Bien que le Quinzième Amendement à la Constitution des Etats-Unis garantisse ce droit, plusieurs Etats avaient trouvé le moyen de tourner la loi en leur imposant un cens électoral ou des tests d'alphabétisation. Eisenhower, d'un commun accord avec le chef de la majorité sénatoriale, le démocrate Lyndon B. Johnson, apporta son appui à un effort du Congrès destiné à garantir la participation de tous aux scrutins. La loi de 1957 sur les Droits civiques, première mesure de ce genre depuis 82 ans, marqua un pas en avant en autorisant l'intervention du pouvoir fédéral lorsque les Noirs se voyaient refuser la possibilité d'aller aux urnes. Cependant, des exceptions subsistaient et les militants demandèrent et obtinrent l'adoption d'une nouvelle loi en 1960. Celle-ci aggravait les sanctions pour entrave au droit de vote mais n'accordait pas encore aux fonctionnaires fédéraux le droit de porter personnellement les Noirs sur les listes électorales.

Grâce aux efforts des Afro-Américains eux-mêmes, le mouvement en faveur des droits civiques avait commencé à s'imposer au cours de l'après-guerre. Avec l'appui de la Cour suprême et du Congrès, les militants avaient préparé le terrain pour des conquêtes plus importantes encore, qui devaient se produire pendant les années 1960.